



LA BANQUE DES DECIDEURS EN REGION

# BAROMÈTRE ANNUEL SUR LA SITUATION BUDGÉTAIRE ET FINANCIÈRE DES MAIRES ET DES PRESIDENTS D'EPCI



# Fiche technique du sondage

-  Sondage exclusif CSA / Association des maires de France / Caisse d'Épargne réalisé **par téléphone du 17 au 28 septembre 2012 auprès d'un échantillon de 513 maires** et **les 25 et 26 octobre 2012 auprès d'un échantillon de 101 présidents d'EPCI.**
-  L'échantillon de maires a été stratifié selon la région et la taille de la commune et raisonné selon la taille de la commune : certaines catégories, en termes de tailles de communes, ont été sur-représentées de manière à disposer d'effectifs suffisants puis ramenées à leur poids réel dans l'échantillon lors du traitement informatique de l'étude.
-  L'échantillon de présidents d'EPCI a été stratifié selon le type d'EPCI. Il a également été raisonné en ce qui concerne le type d'EPCI : certains ont été sur-représentés de manière à disposer d'effectifs suffisants puis ont été ramenés à leur poids réel dans l'échantillon lors du traitement statistique de l'étude.

# Sommaire

<b>I. La situation budgétaire et financière des collectivités</b>	<b>4</b>
Stratégie financière pour 2013	5
Les dépenses de fonctionnement pour 2013	8
Les besoins d'investissement des collectivités	9
L'investissement des collectivités en matière de développement durable	10
L'épargne des collectivités	11
La dette des collectivités	14
<b>II. Focus sur des thèmes d'actualité</b>	<b>18</b>
L'investissement public supporté par les collectivités locales	19
Le FPIC : la répartition adoptée pour le prélèvement	20
Le FPIC : la répartition adoptée pour l'attribution	21
La montée en puissance du FPIC	22
Le FPIC : le critère de calcul du prélèvement	23
Le FPIC : les critères de calcul du versement	25
L'information sur l'approfondissement de la carte intercommunale	27
L'assistance technique sur l'approfondissement de la carte intercommunale	28
L'incitation à transférer davantage de compétences	29
La stabilisation cumulée de la fiscalité communes et EPCI	30



# I. LA SITUATION BUDGÉTAIRE ET FINANCIÈRE DES COLLECTIVITÉS



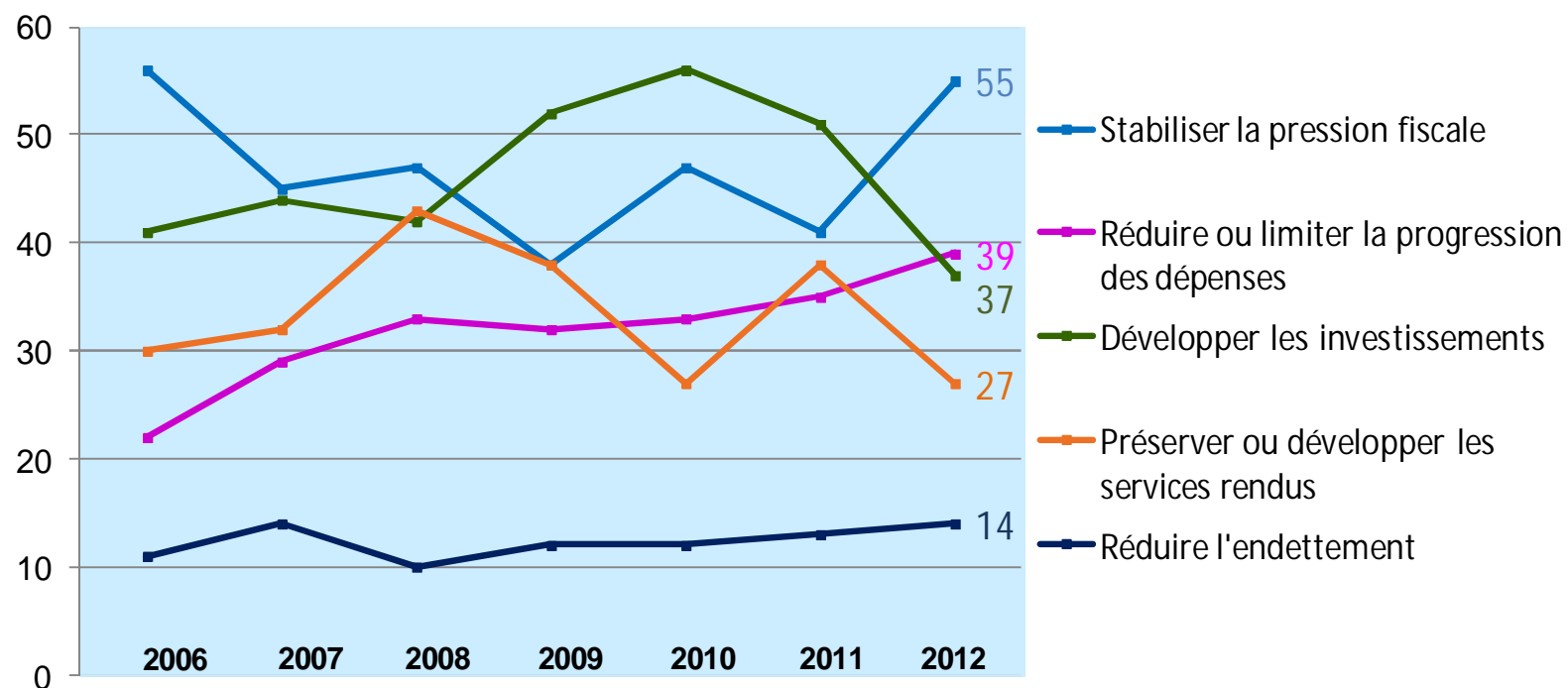
CAISSE D'ÉPARGNE  
LA BANQUE. NOUVELLE DÉFINITION.



# Stratégie financière des maires pour 2013

Dans la perspective des municipales de 2014, la stabilisation de la pression fiscale est devenue l'objectif prioritaire des maires (55%, en hausse de 14 points par rapport à 2011)

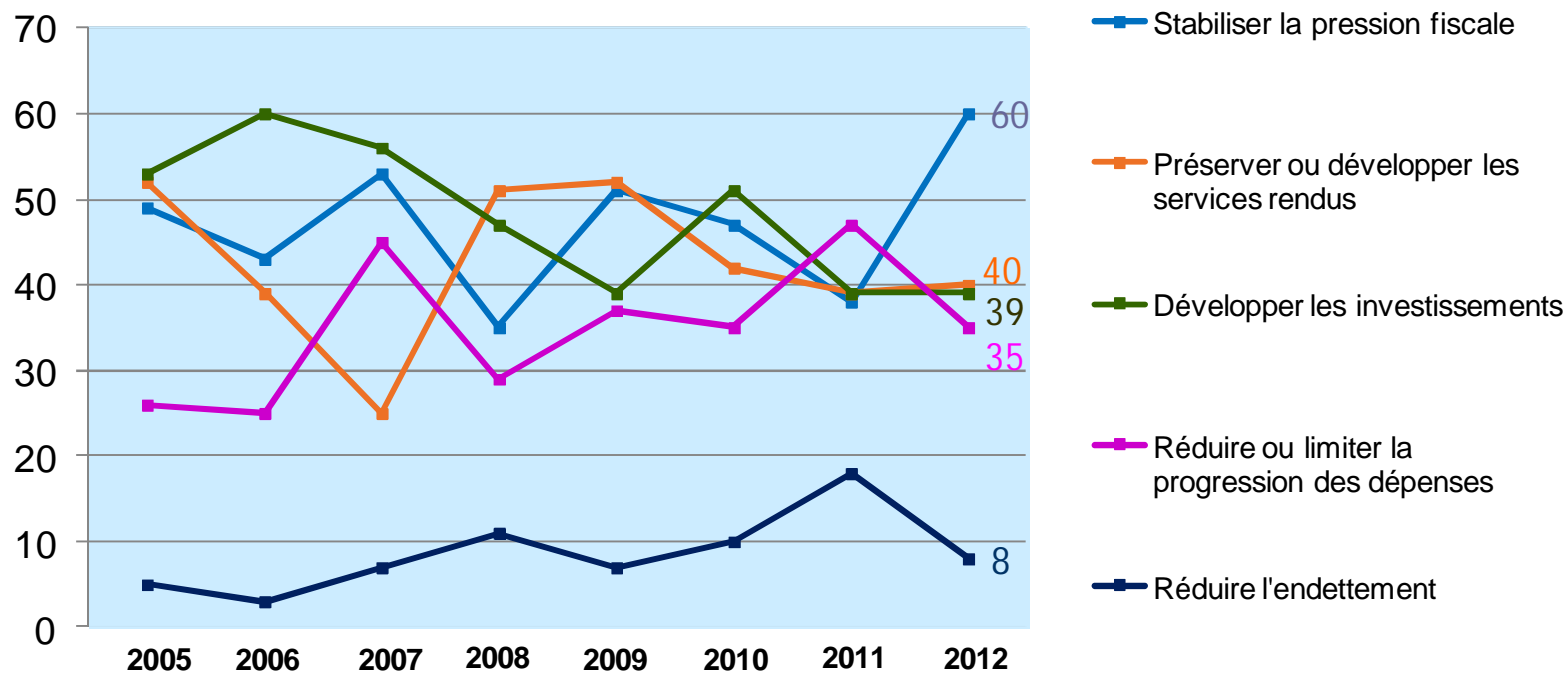
Quels sont vos objectifs globaux pour les finances de votre commune en 2013 ? (% - deux réponses possibles)



# Stratégie financière des présidents d'EPCI pour 2013

La priorité est également donnée par les présidents d'EPCI à la stabilisation de la pression fiscale (60%, en hausse de 22 points)

Quels sont vos objectifs globaux pour les finances de votre communauté en 2013 ? (% - deux réponses possibles)

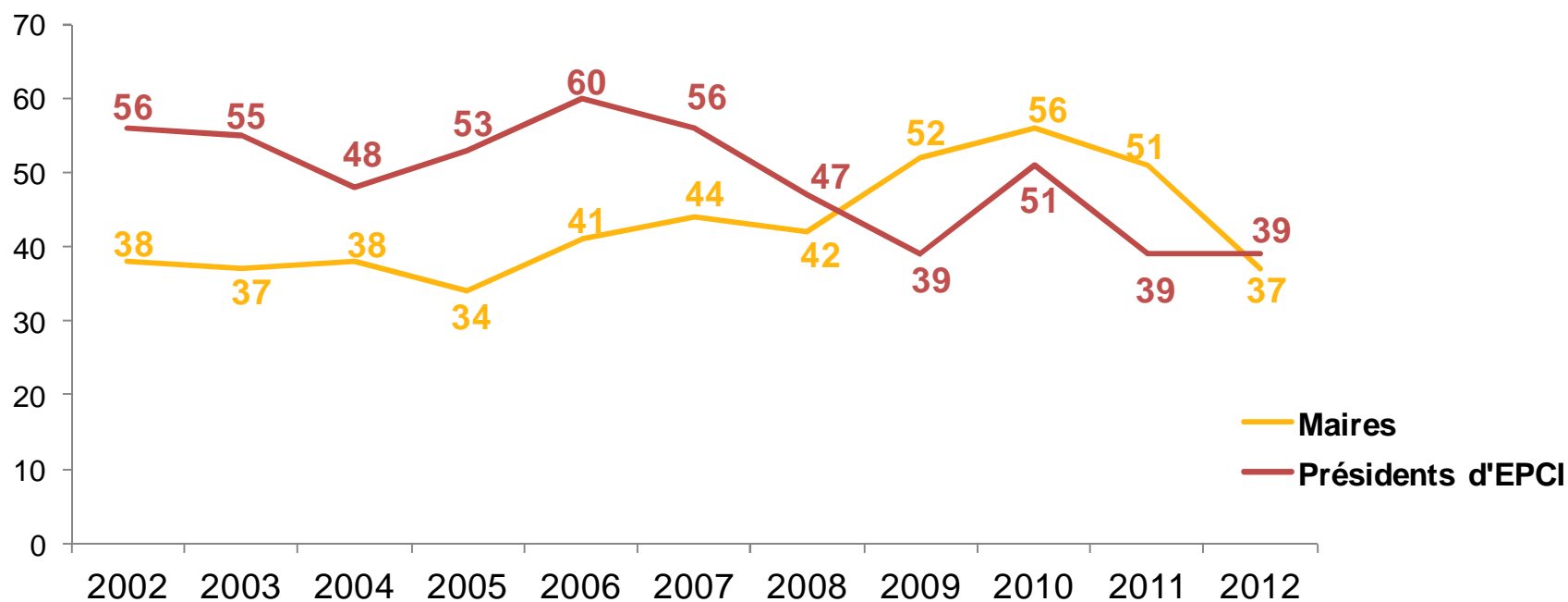


# Focus sur l'évolution des intentions d'investissement depuis 2002

Une forte baisse des intentions d'investissement des maires

Quels sont vos objectifs globaux pour les finances de votre collectivité en ... ? (% - deux réponses possibles)

En % des réponses « développer les investissements »



# Les dépenses de fonctionnement pour 2013

## Des dépenses relativement stables

Pour chacun des postes suivants, y aura-t-il en 2013, par rapport à 2012, augmentation, diminution ou stabilité ?

En %	Augmentation		Stabilité		Diminution	
	Maires	Présidents	Maires	Présidents	Maires	Présidents
Dépenses sociales et scolaires	28	17	66	41	2	-
Contributions aux syndicats et autres organismes de regroupement	21	25	65	57	10	4
Dépenses d'entretien du patrimoine et des équipements	21	21	66	61	12	11
Intérêts de la dette	20	28	41	57	30	7
Dépenses de personnel	16	37	74	55	10	6
Reversement à la communauté/aux membres de la communauté	10	-	72	68	3	8

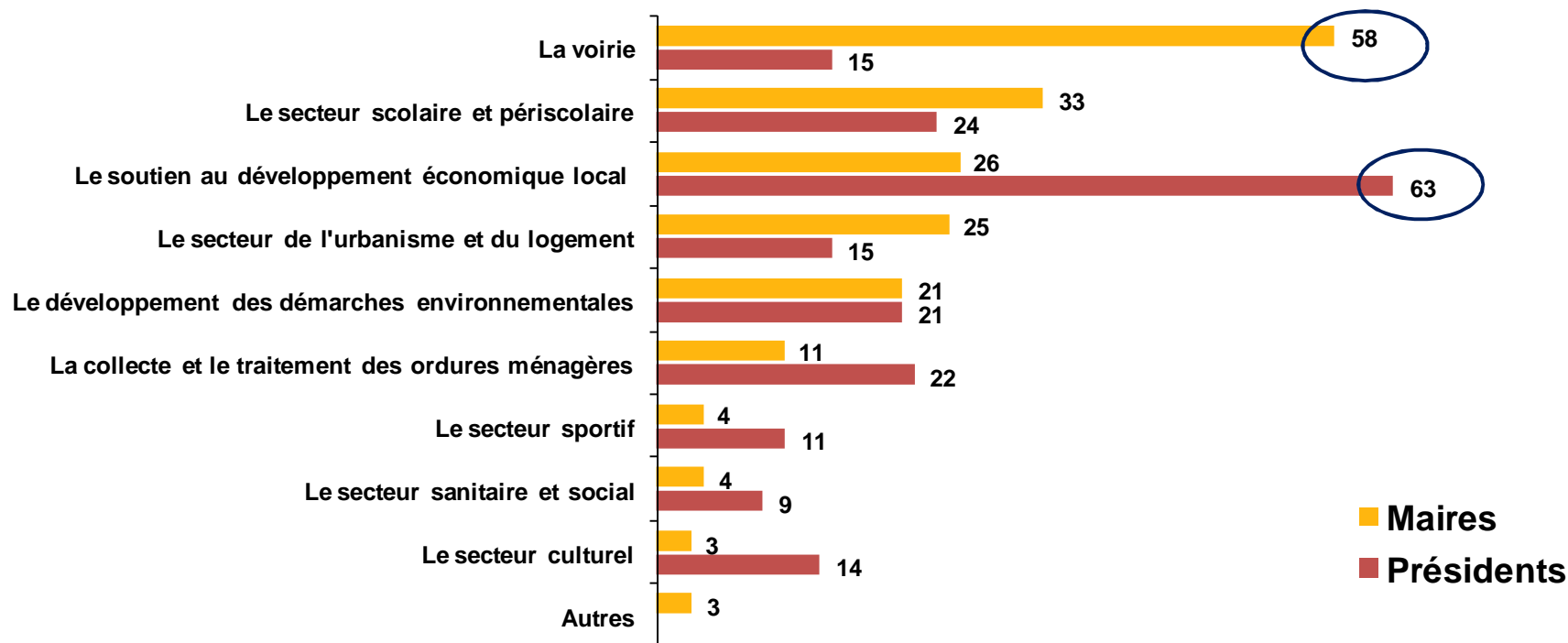




# Les besoins d'investissement des collectivités

Des besoins d'investissement importants dans la voirie pour les maires et dans le soutien au développement économique local pour les présidents d'EPCI

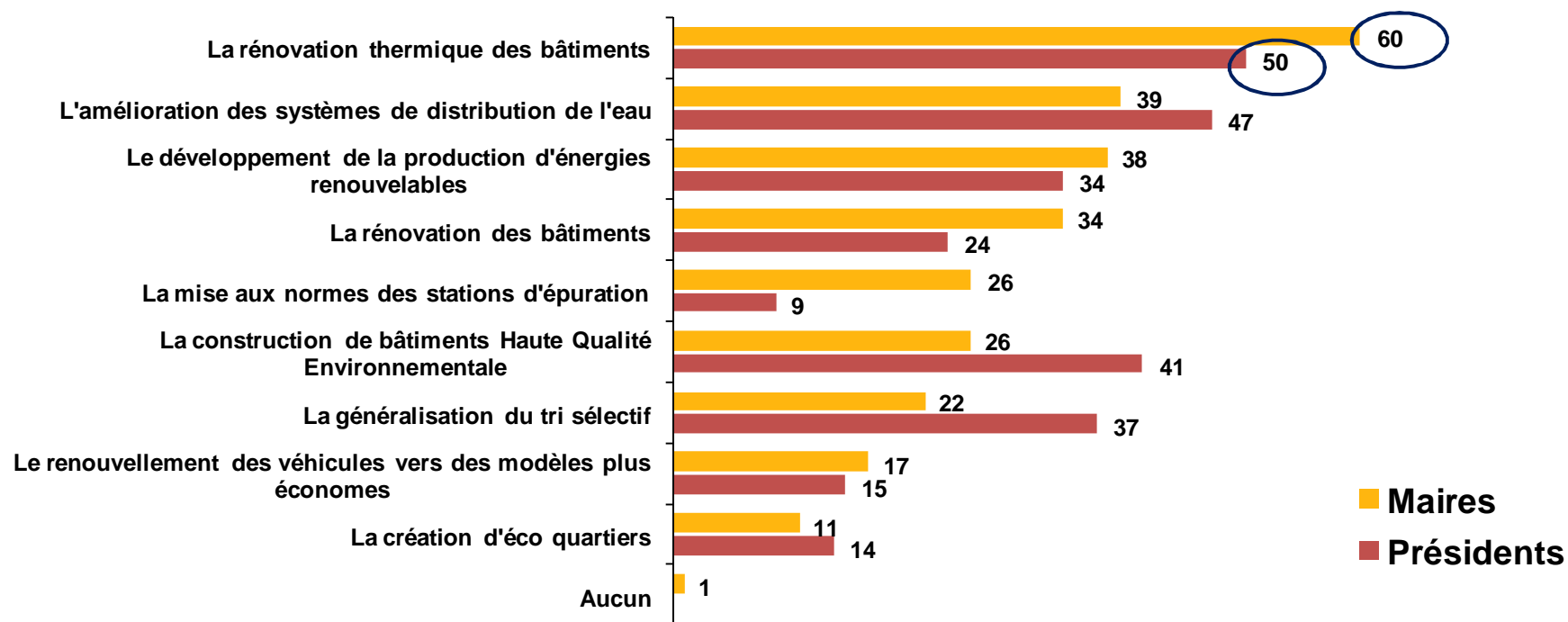
Quels sont les domaines dans lesquels vous ressentez plus particulièrement des besoins d'investissement ?  
(% - deux réponses possibles)



# L'investissement des collectivités en matière de développement durable

Des maires et présidents d'EPCI qui s'accordent sur l'importance de la rénovation thermique des bâtiments

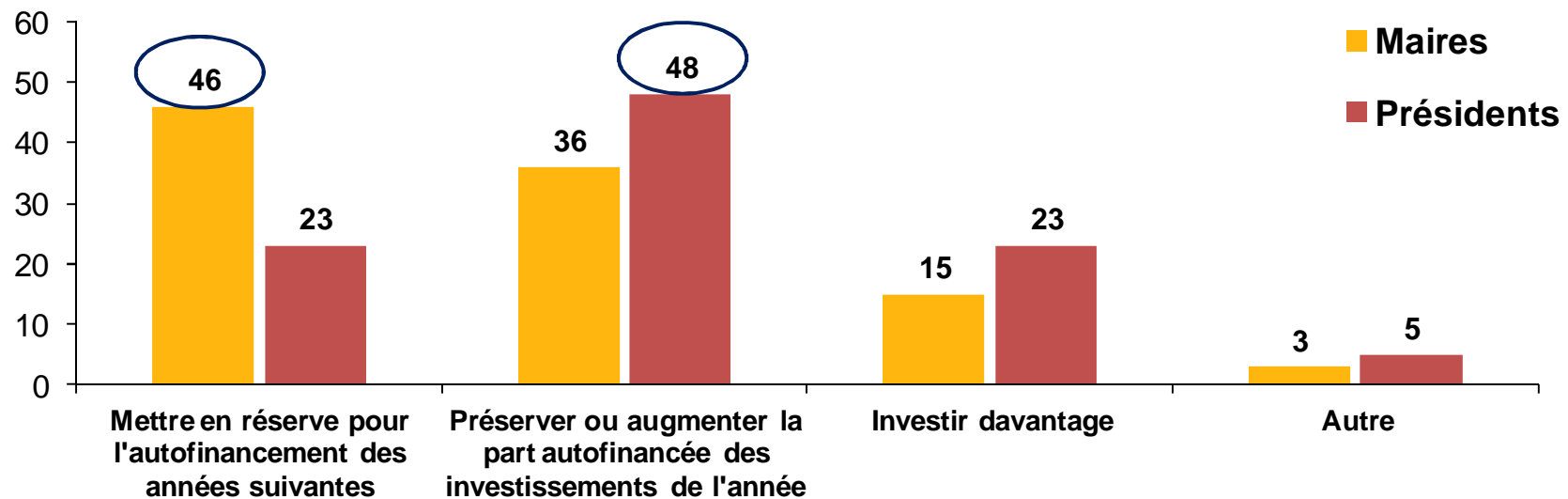
En ce qui concerne les démarches en matière de développement durable, quels sont, selon vous, les thèmes prioritaires pour lesquels des investissements seraient nécessaires dans les 3 années à venir ?  
(% - trois réponses possibles)



# L'épargne des collectivités

Des maires plus soucieux que les présidents d'EPCI de mettre en réserve pour l'autofinancement des années suivantes

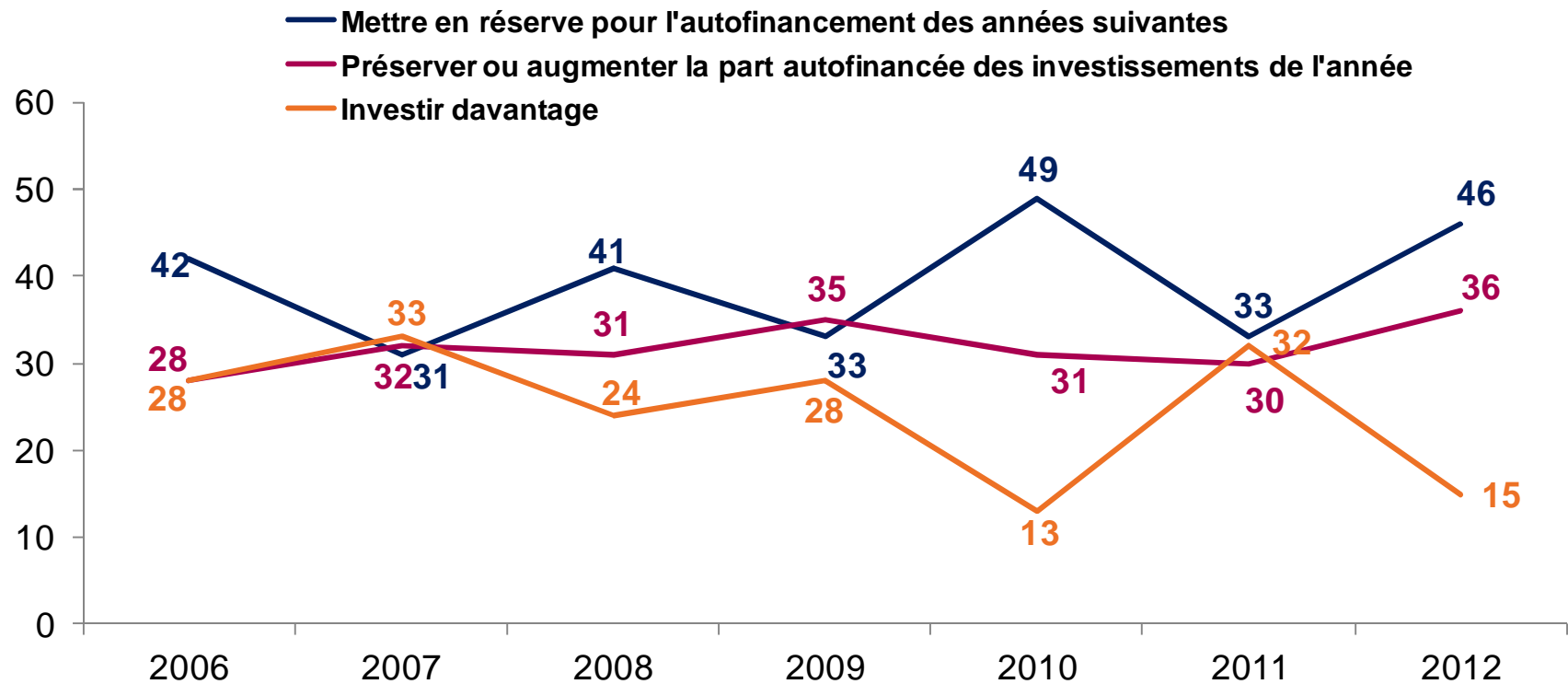
Quel emploi ferez-vous en priorité de votre épargne en 2013 ? (%)



# Évolutions de l'emploi de l'épargne

▬ Parmi les maires, une nette baisse de l'affectation de l'épargne à l'investissement (-17 points)

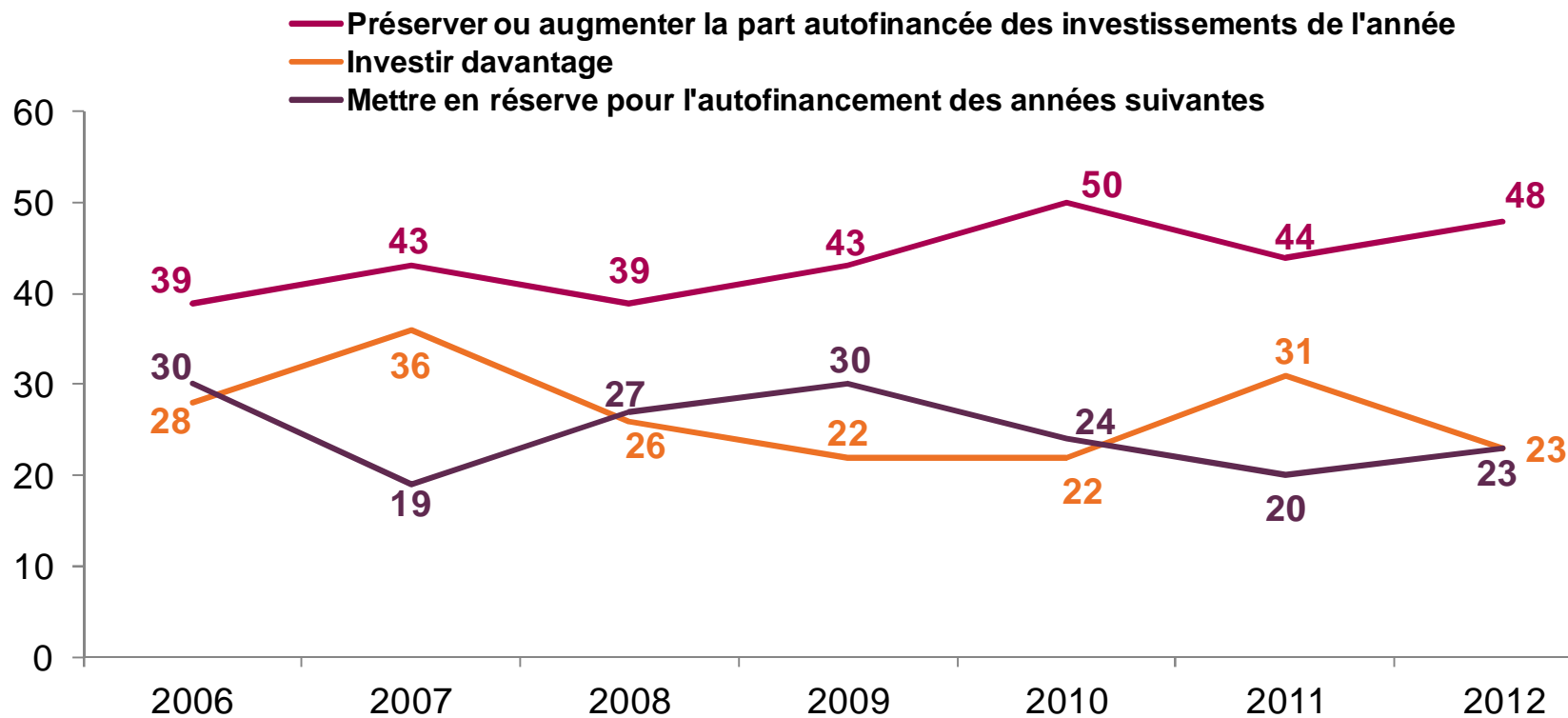
Quel emploi ferez-vous en priorité de votre épargne [pour l'année suivante] ? (%)



# Évolutions de l'emploi de l'épargne

■ Parmi les présidents d'EPCI, une baisse de l'affectation de l'épargne à l'investissement (-8 points)

Quel emploi ferez-vous en priorité de votre épargne [pour l'année suivante] ? (%)



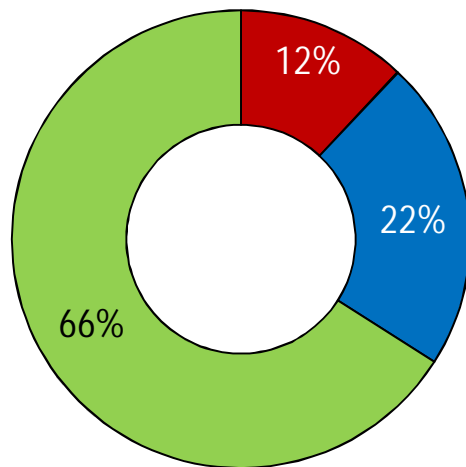
# La dette des collectivités

Le niveau d'endettement de leur collectivité est jugé satisfaisant par une majorité des maires et des présidents d'EPCI

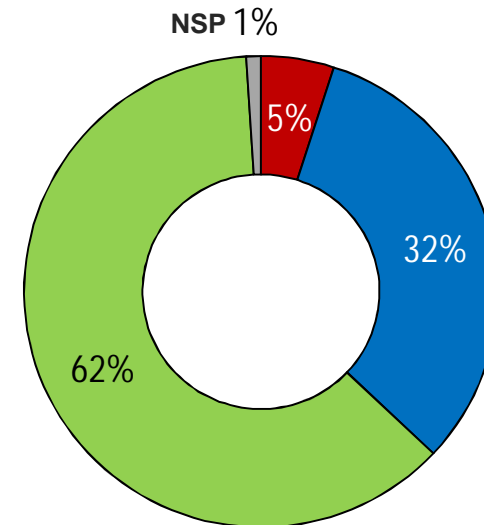
Diriez-vous de votre collectivité qu'elle...? (%)

■ est trop endettée ■ peut s'endetter d'avantage ■ a un niveau d'endettement satisfaisant

Maires



Présidents d'EPCI

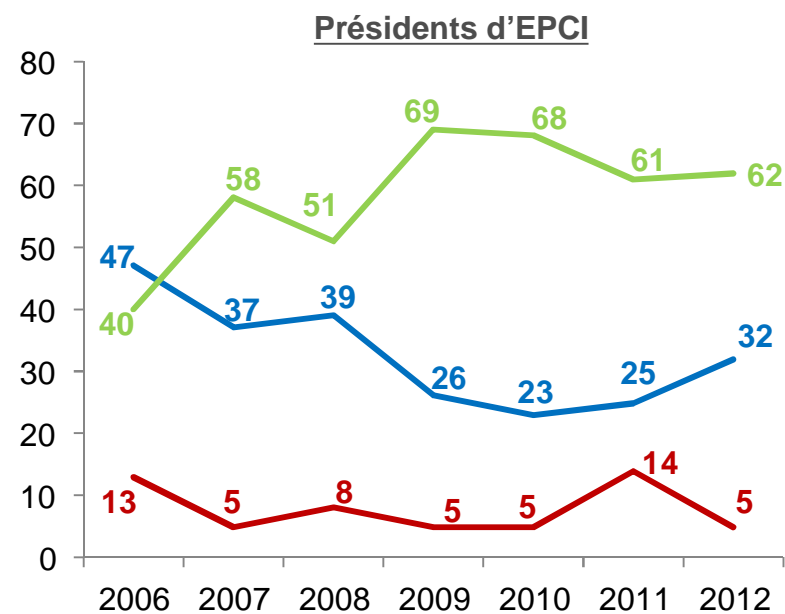
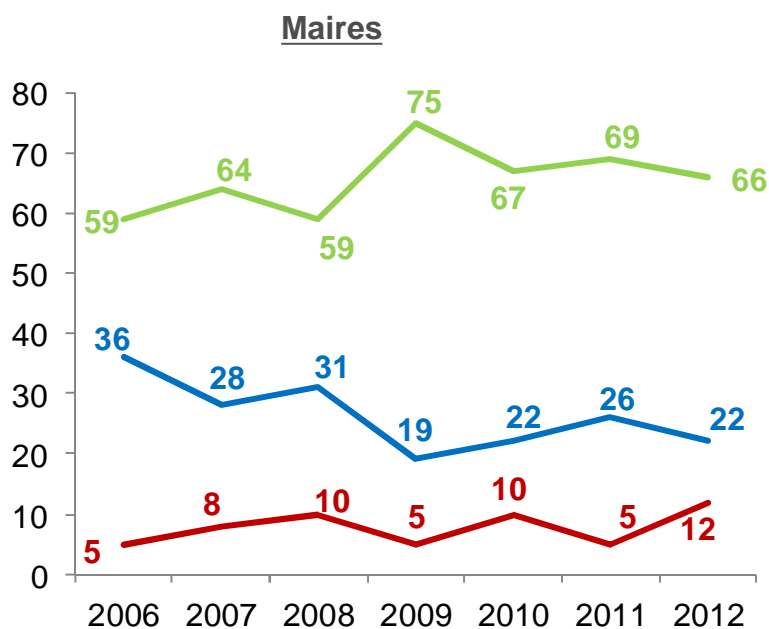


# Évolutions de la perception du niveau de la dette

## Les jugements sur la dette depuis 2006

Diriez-vous de votre collectivité qu'elle...? (%)

— est trop endettée    — peut s'endetter davantage    — a un niveau d'endettement satisfaisant

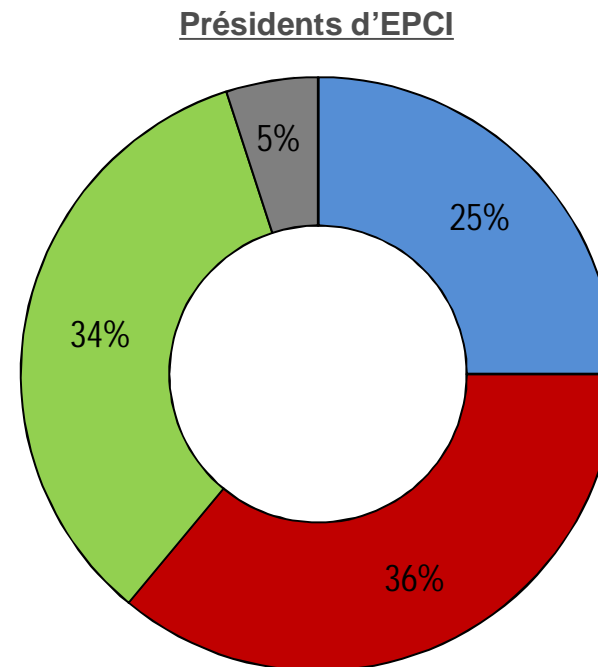
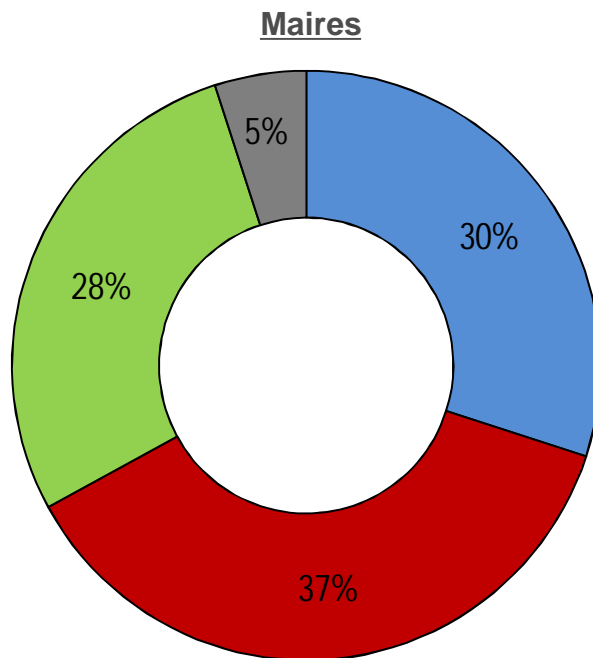


## La dette des collectivités (suite)

Plus d'un tiers des maires et des présidents d'EPCI ont l'intention d'emprunter moins en 2013 qu'en 2012

En 2013, avez-vous l'intention d'emprunter plus, autant ou moins qu'en 2012 ? (%)

■ emprunter plus    ■ emprunter moins    ■ emprunter autant    ■ NSP

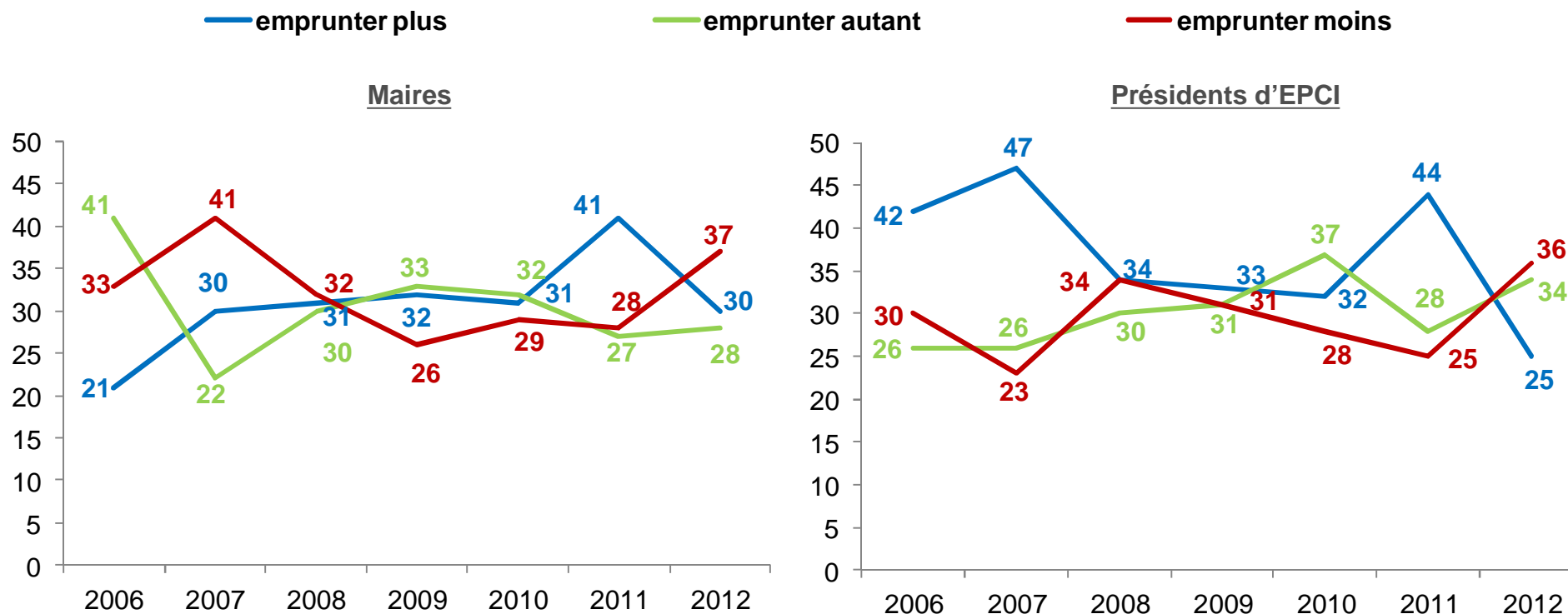




# Évolutions de l'intention d'emprunt pour l'année suivante

Une nette hausse de l'intention d'emprunter moins que l'année précédente (+9 points parmi les maires et +11 points parmi les présidents d'EPCI)

En 2013, avez-vous l'intention d'emprunter plus, autant ou moins qu'en 2012 ? (%)



## II. FOCUS SUR DES THÈMES D'ACTUALITÉ



CAISSE D'ÉPARGNE  
LA BANQUE. NOUVELLE DÉFINITION.

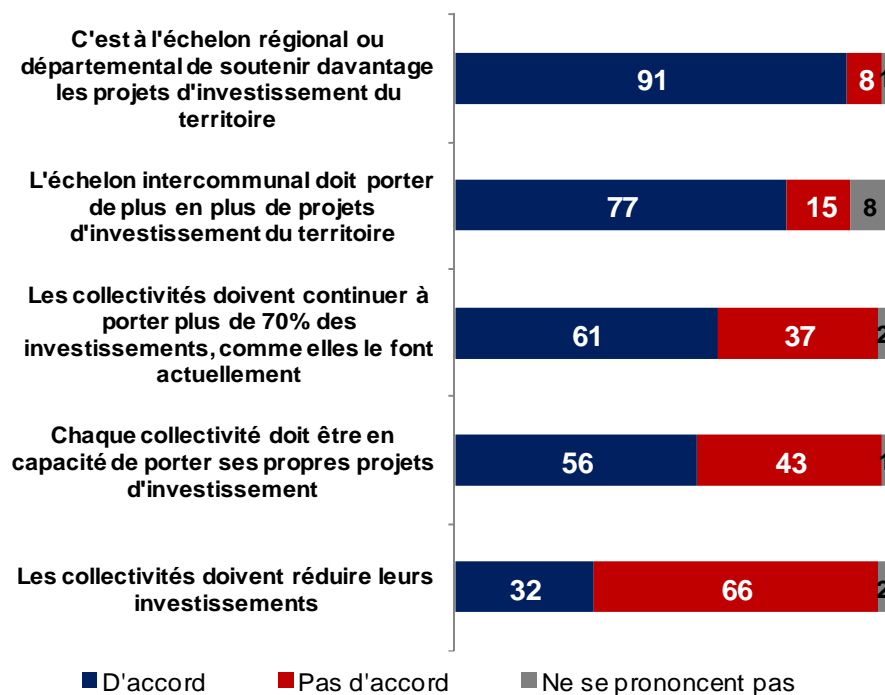


# L'investissement public supporté par les collectivités locales

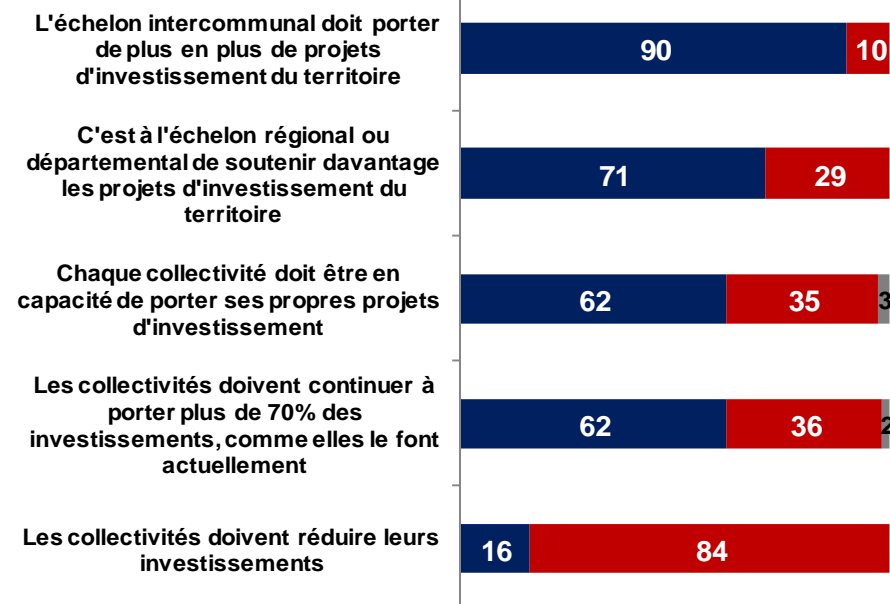
Plus de six maires et présidents d'EPCI sur dix estiment que les collectivités doivent continuer à porter plus de 70% des investissements, comme elles le font actuellement

Dans un contexte de contraction des budgets locaux, sur la question de la part de l'investissement public supportée par les collectivités locales, êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec les affirmations suivantes ? (%)

## Maires



## Présidents d'EPCI



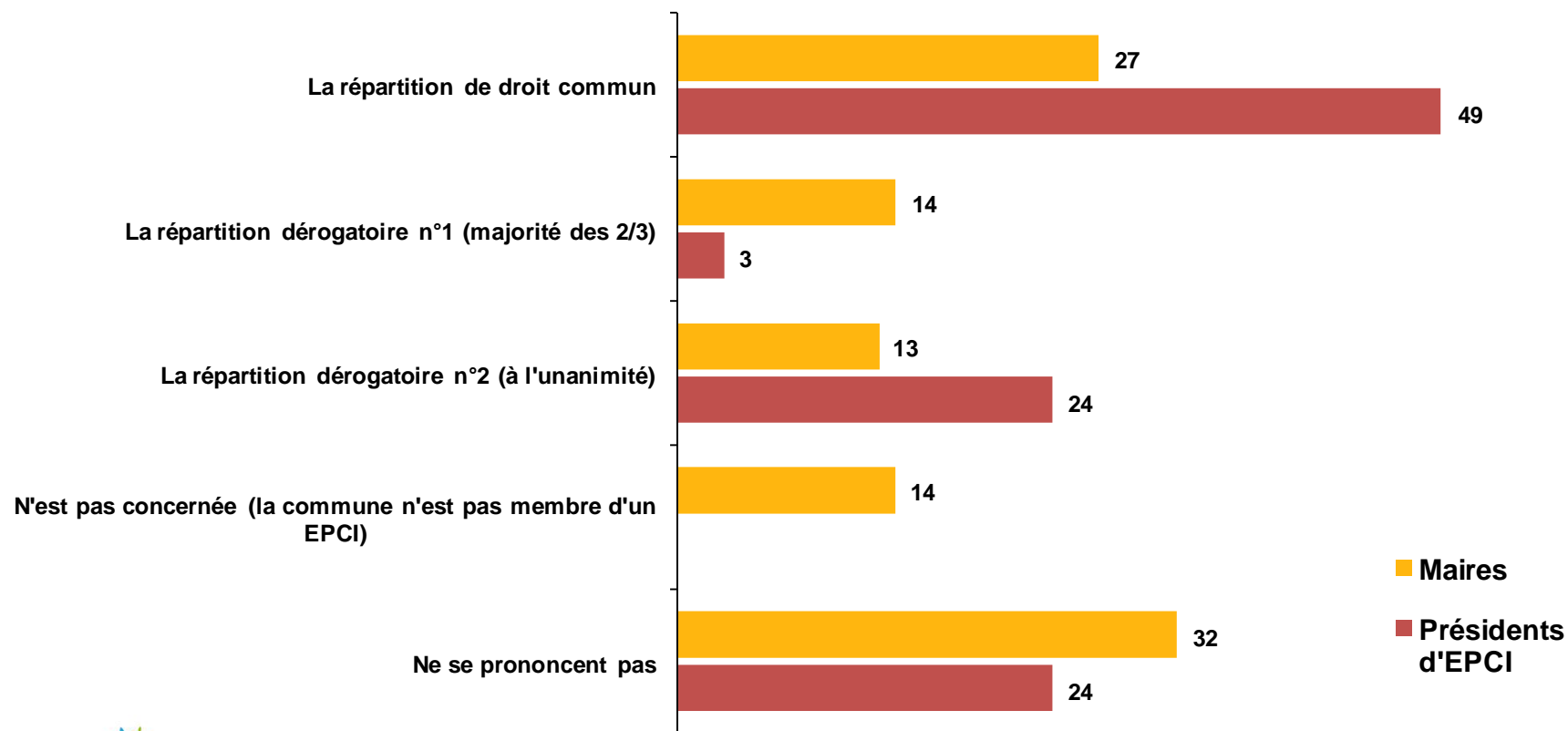
■ D'accord ■ Pas d'accord ■ Ne se prononcent pas



# L'entrée en vigueur du FPIC (1/7)

## La répartition adoptée pour le prélèvement

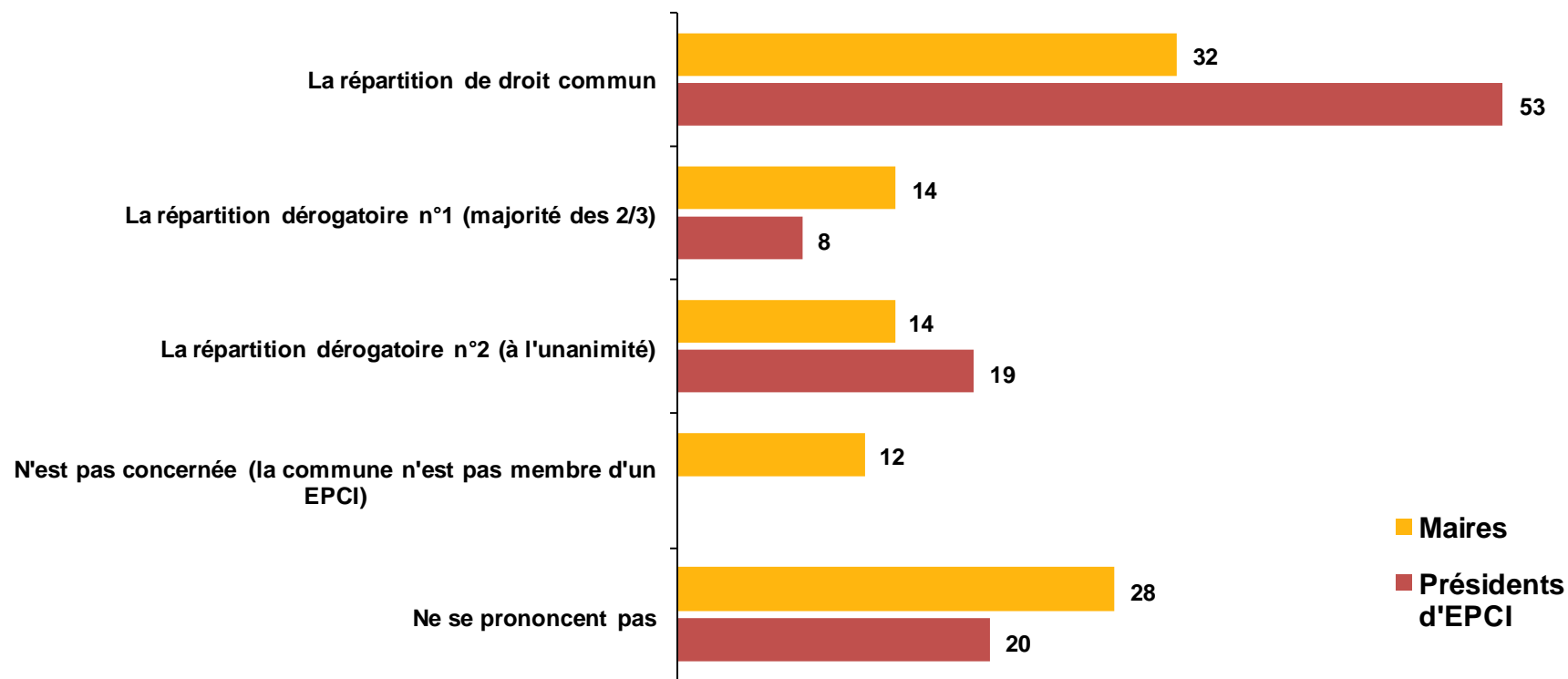
En ce qui concerne le prélèvement, votre communauté a appliqué ... ? (%)



# L'entrée en vigueur du FPIC (2/7)

## La répartition adoptée pour l'attribution

En ce qui concerne l'attribution, votre communauté a appliqué ... ? (%)



## L'entrée en vigueur du FPIC (3/7)

Des présidents d'EPCI qui trouvent la montée en puissance du FPIC plus adaptée que les maires

La montée en puissance du FPIC (360 millions en 2013, 570 millions en 2014, 780 millions en 2015 et 1 milliard en 2016) vous paraît-elle ... ? (%)

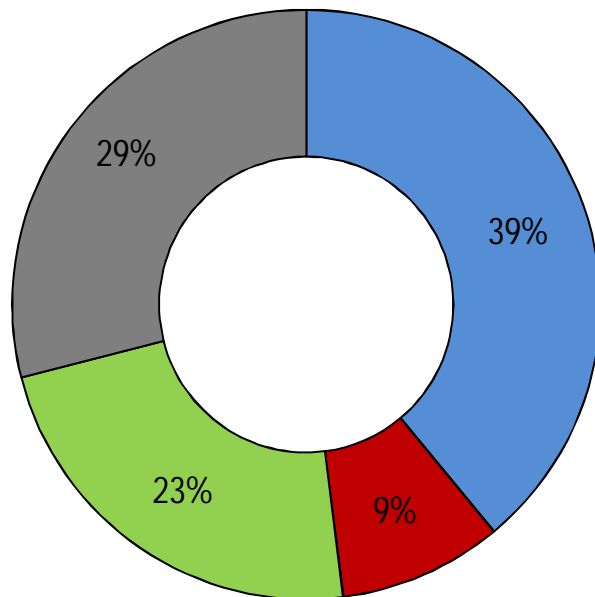
■ Adaptée

■ Trop lente

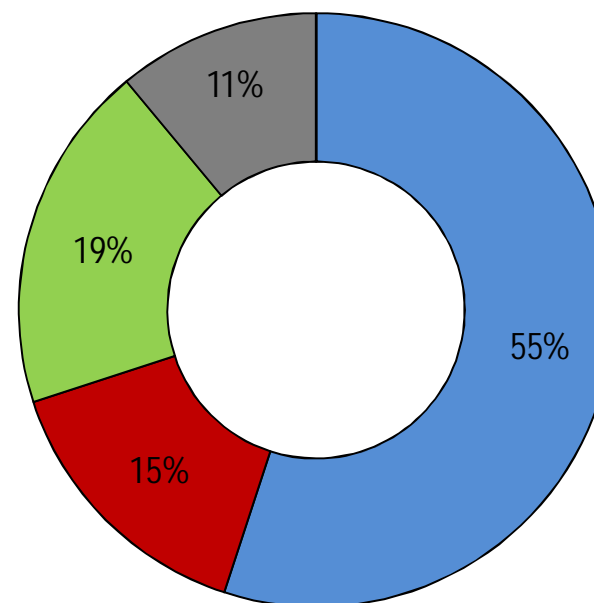
■ Trop rapide

■ NSP

Maires



Présidents d'EPCI



## L'entrée en vigueur du FPIC (4/7)

Des maires qui trouvent le critère de calcul du prélèvement plus adapté que les présidents d'EPCI

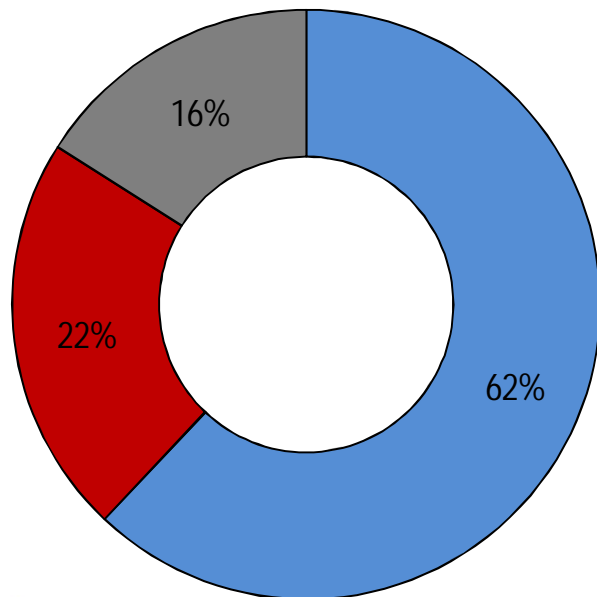
En ce qui concerne le prélèvement, estimez-vous le critère de calcul (en fonction de l'écart relatif de potentiel financier agrégé par habitant) adapté ? (%)

■ Oui

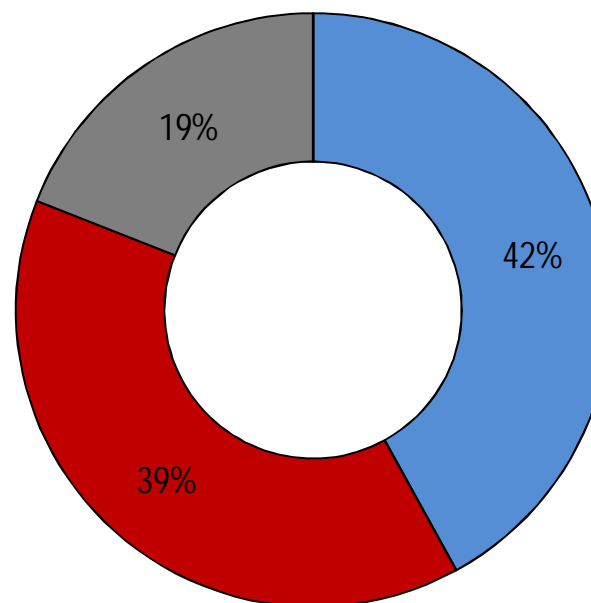
■ Non

■ NSP

Maires



Présidents d'EPCI



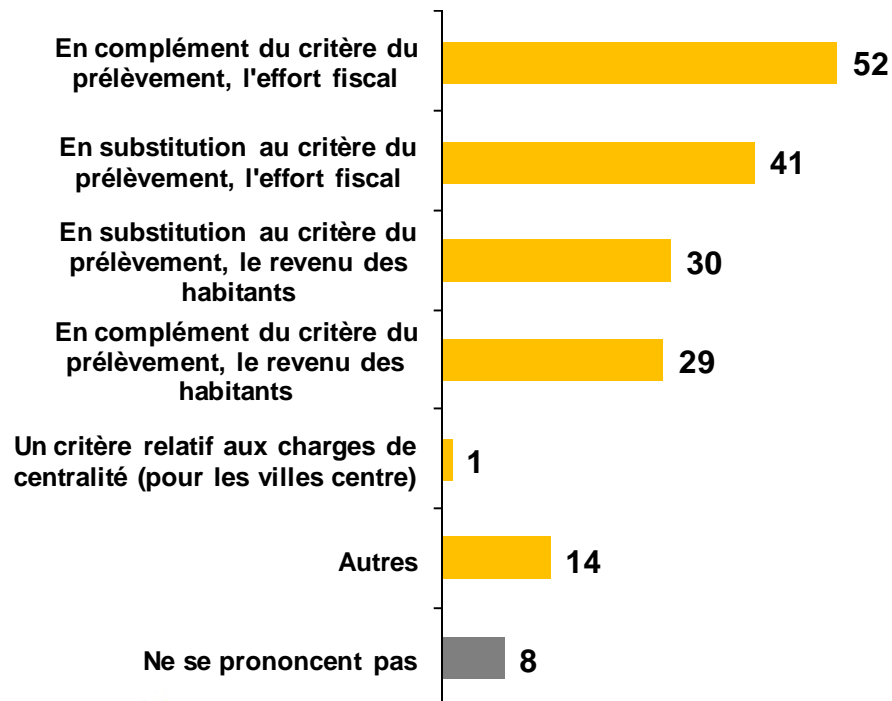
# L'entrée en vigueur du FPIC (5/7)

## Le critère de calcul du prélèvement

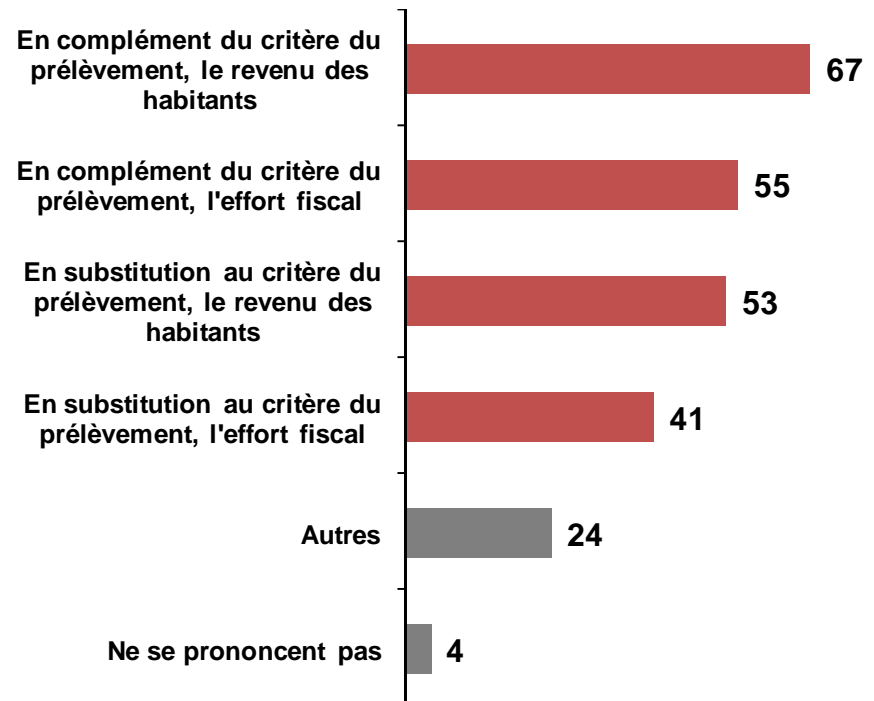
Quels éléments souhaiteriez-vous voir pris en compte ? (% - plusieurs réponses possibles)

Question posée à ceux qui estiment que le critère de calcul du prélèvement n'est pas adapté (22% des Maires et 39% des Présidents d'EPCI)

### Maires



### Présidents d'EPCI



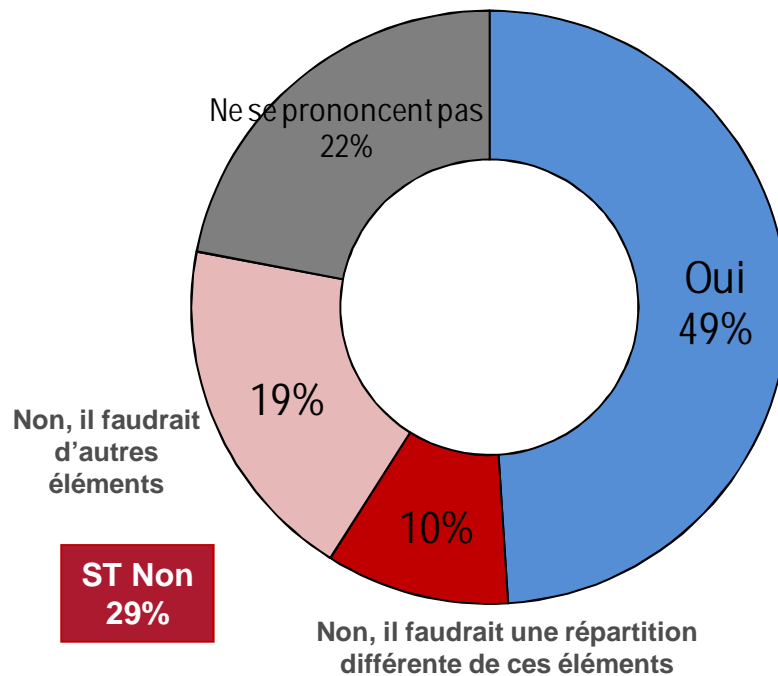


# L'entrée en vigueur du FPIC (6/7)

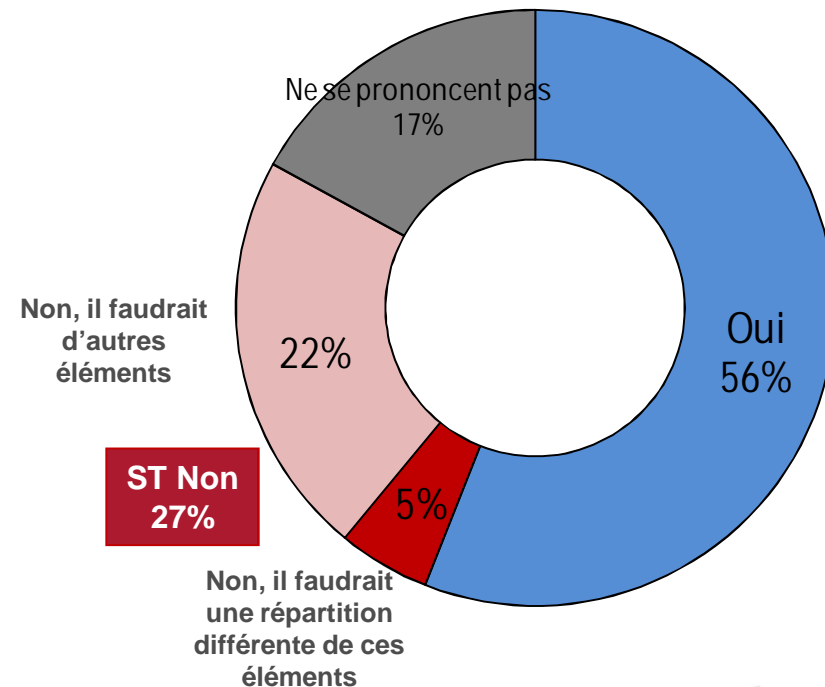
Près d'un maire sur deux et plus d'un président d'EPCI sur deux trouvent adaptés les critères de calcul du versement

Concernant le versement, comme vous le savez, il est calculé en fonction d'un indice synthétique établi à partir du potentiel financier agrégé par habitant (20%), du revenu moyen par habitant (60%) et de l'effort fiscal (20%).  
Estimez-vous les critères de calcul du versement adaptés ?

Maires



Présidents d'EPCI

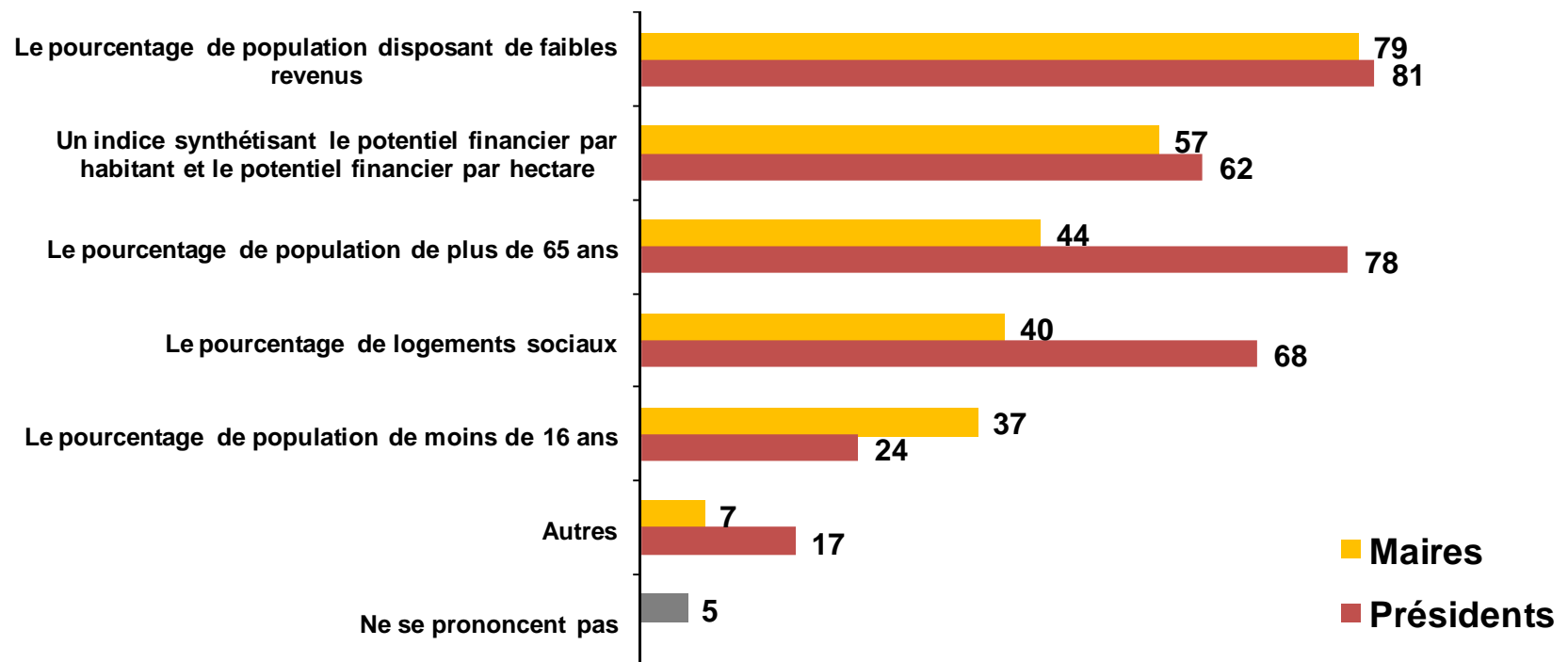


# L'entrée en vigueur du FPIC (7/7)

## Les critères de calcul du versement

Parmi les éléments suivants, lesquels faudrait-il prendre en compte ? (% - plusieurs réponses possibles)

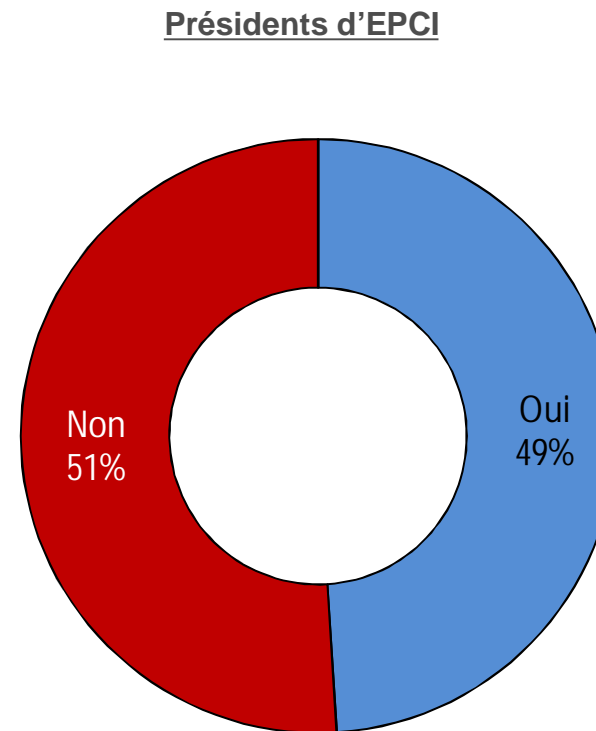
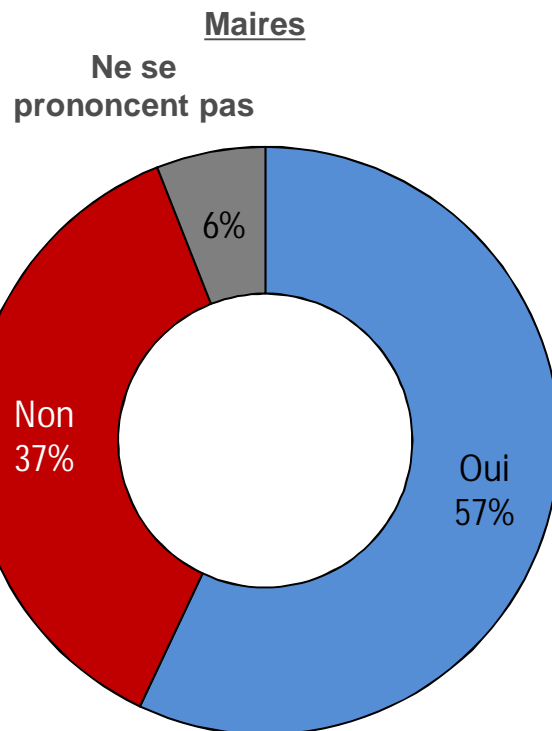
Question posée à ceux qui estiment que les critères de calcul du versement ne sont pas adaptés (29% des Maires et 27% des Présidents d'EPCI)



# L'information sur l'approfondissement de la carte intercommunale

- Plus d'un maire sur deux et près d'un président d'EPCI sur deux estiment avoir bénéficié d'une information suffisante sur l'approfondissement de la carte intercommunale

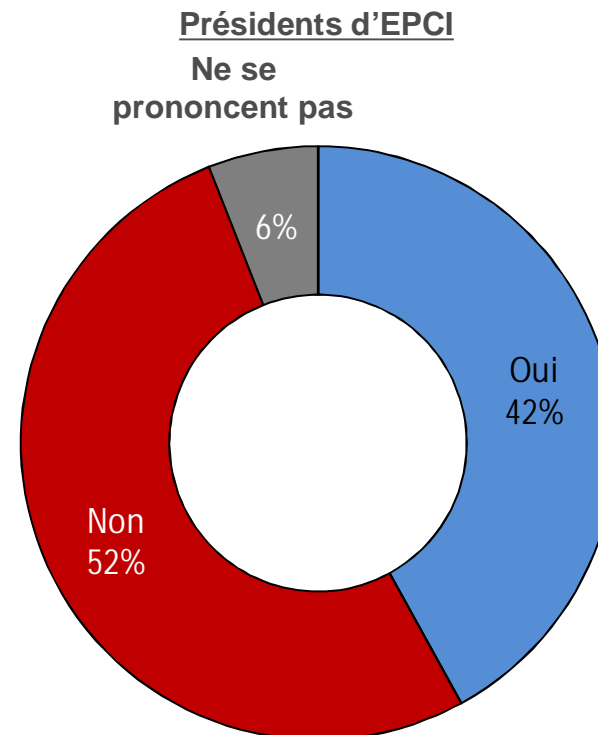
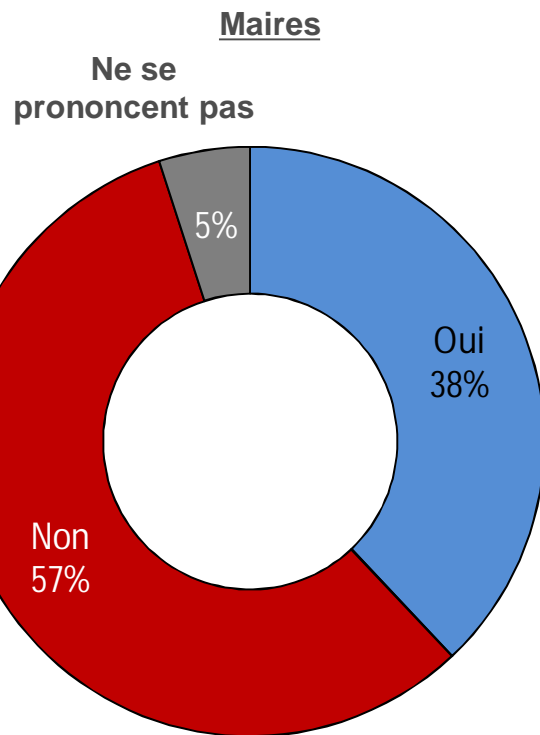
Dans le cadre de la mise en œuvre pratique de l'approfondissement de la carte intercommunale, avez-vous pu bénéficier de l'ensemble des données nécessaires et d'une information suffisante de la part des services déconcentrés de l'Etat ? (%)



# L'assistance technique sur l'approfondissement de la carte intercommunale

Plus de la moitié des maires et des présidents d'EPCI n'ont pas bénéficié d'une assistance technique sur l'approfondissement de la carte intercommunale

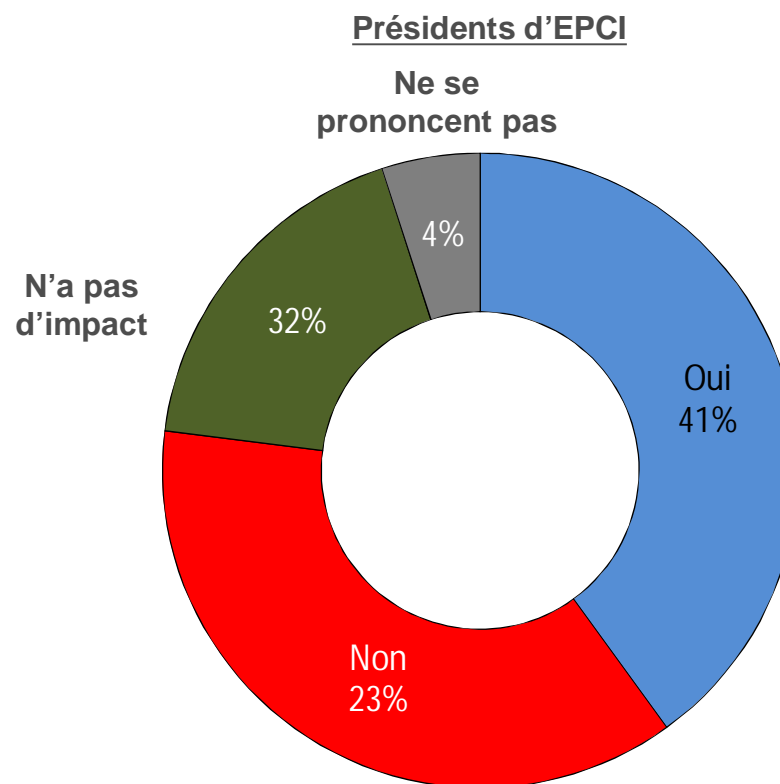
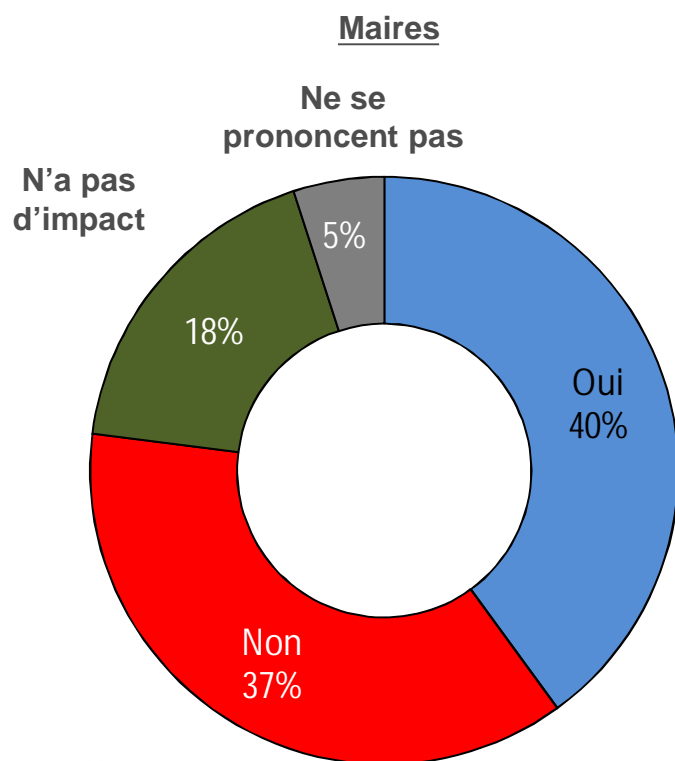
Avez-vous pu bénéficier d'une assistance technique (simulation relative aux conséquences financières et fiscales des changements de périmètre) de la part des services de la direction départementale des finances publiques ? (%)



# L'incitation à transférer davantage de compétences

Le mouvement d'approfondissement de la carte intercommunale incite quatre maires et présidents d'EPCI sur dix à transférer davantage de compétences à l'intercommunalité

Le mouvement d'approfondissement de la carte intercommunale vous incite-il à transférer davantage de compétences à l'intercommunalité ?



# La stabilisation cumulée de la fiscalité communes et EPCI

Une très large majorité des maires et des présidents d'EPCI estiment que le mouvement d'approfondissement de la carte intercommunale doit s'accompagner d'une stabilisation cumulée de la fiscalité communes et EPCI

Selon vous, ce mouvement doit-il s'accompagner d'une stabilisation cumulée de la fiscalité communes et EPCI ?

